Argentine : la Cour Suprême a décidé l’extradition des paysans paraguayens

22-10-2008

Ils sont accusés d’avoir participé à l’assassinat de Cecilia Cubas. Ils assurent qu’il s’agit d’une persécution politique. Ils sont en grève de la faim depuis 68 jours et sont soutenus par les organismes sociaux et de droits de l’homme.

L’affaire a été évoquée furtivement à la télévision mais cela n'a rien changé. La Cour Suprême a confirmé l’extradition des six prisonniers paraguayens accusés d’ « avoir participé aux réunions du groupe qui a séquestré et tué Cecilia Cubas ». Les militants du Mouvement Paysan et du parti Parti Libre du Paraguay soutiennent que l’affaire a été « montée », faisant partie d’une « persécution politique » et c’est pour cela qu’ils mènent une grève de la faim depuis 68 jours pour demander leur libération. Ils sont sortis de leur pays au milieu de massacres de dirigeants paysans et sont arrivés à Buenos Aires en mai 2006 en quête de l’asile politique dont l’ambassade argentine leur avait assuré l’obtention. Hier, la décision du juge fédéral Ariel Lijo de les extrader au Paraguay a été ratifiée. Le dernier recours qui leur reste est, d’après la loi, est entre les mains de la présidente. Ni l’apparition furtive des militants de Quebracho qui ont exprimé leur soutien dans une émission de télévision, ce qui aurait pu, du moins, entraîner la curiosité sur leur situation, ni les centaines de signatures présentées par les organismes de droits de l’homme et plusieurs prix Nobel, ni même les mobilisations ou les coupures des accès à la capitale n’ont modifié la résolution de la Justice argentine, qui a considéré « qu’il n’y pas de rapport entre l’appartenance des paysans à un groupe politique radicalement opposé au parti gouvernant (au moment où avait été délivré le mandat d’arrêt) et le fait qu'ils aient été inculpés au Paraguay ». Les juges de la Cour, Ricardo Lorenzetti, Elena Highton, Juan Carlos Maqueda, Enrique Petracchi et Carmen Argibay ont dit “qu’ils partagent et font leurs” les arguments du procureur Luis Gonzalez Warcalde, qui a nié tous les arguments de la défense des Paraguayens, l’intentionnalité politique de la demande d’extradition, le danger pour l’intégrité physique et pour leur vie dû aux conditions de détention au Paraguay et le « procédé irrégulier » des autorités judiciaires de ce pays. Warcalde – qui a soutenu la prétention du répresseur Luis Patti d’assumer en tant que député et qui n’a jamais caché son amitié avec l’ancien président Carlos Menem, par qui il a été désigné, – a seulement fait mention du fait que « la Cour peut disposer par le biais du ministère des Affaires étrangères de l’extradition dans des conditions préservant la sécurité personnelle des extradés ». Une fois les étapes judiciaires conclues, la Loi d’Extradition réformée prévoit un dernier recours de « consultation entre gouvernements », c’est-à-dire que la résolution définitive appartient à la présidente Cristina Fernandez de Kirchner et à son pair, Fernando Lugo, au-delà du fait que le ministère de l’Intérieur leur ait refusé l’asile politique. La Ligue Argentine pour les Droits de l’Homme (LADH) a exprimé qu’ils sont « victimes d’une campagne des groupes de pouvoir qui ont soutenu les dictatures et qui ont empêché jusqu’à présent la pleine vigueur de l’État de droit dans le pays frère ».

Adriana Meyer, Pagina/12, 22 octobre 2008.

http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-113745-2008-10-22.htmlTraduit par eli.http://amerikenlutte.free.fr En SOLIDARITE Signatures à envoyer à :presosparaguayos@gmail.com(*) Al Poder Ejecutivo Nacional de Argentina :Los abajo firmantes, nos dirigimos a la Presidenta de Argentina, Cristina Fernández de Kirchner, para que resuelva : El REFUGIO POLITICO YA PARA Roque Rodríguez, Basiliano Cardozo, Simeón Bordón, Gustavo Lezcano, Arístides Vera y Agustín Acosta. LIBERTAD A LOS CAMPESINOS PARAGUAYOS PRESOS POLITICOS. ¡¡Ni un campesino paraguayo más muerto por el poder !!(*) Au Pouvoir Exécutif National d’Argentine :Les soussigné(e)s, nous adressons à la Présidente d’Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, pour qu’elle résolve : L’ASILE POLITIQUE IMMÉDIAT POUR Roque Rodríguez, Basiliano Cardozo, Simeón Bordón, Gustavo Lezcano, Arístides Vera et Agustín Acosta. LIBERTÉ AUX PAYSANS PARAGUAYENS PRISONNIERS POLITIQUES. Plus aucun paysan mort à cause du pouvoir !!!Articles précédents :Communiqué des paysans paraguayens prisonniers politiques en Argentine à l’opinion publiqueArgentine : le gouvernement refuse l’asile politique des paysans paraguayensArgentine : l’Association Américaine de Juristes demande l’asile politique pour les paraguayensArgentine : six dirigeants paraguayens prisonniers en grève de la faim